

Il y a 19 ans, Brahim Bouaram fut assassiné par des racistes proches du FN

Quand la haine tue 1er Mai 1995 - Brahim Bouaram assassiné par des extrémistes proches du FN. «Raciste, la France n'est pas à toi!» On est obligé de le

voir, de l'entendre, pour le croire. Alors voilà... «Nan mais tu comprends, Brahim, faut pas croire. C'est juste une minorité. Rien à voir avec la France des Lumières. Rien. Tu comprends ? Des marginaux. Des extrémistes. Oublie...»

Non, on n'oubliera pas ! Indigeste de confier en 2014 à ceux qui ont enfanté les assassins de Brahim Bouaram un 1er Mai 1995, nos lieux de mémoires, nos villes, nos identités régionales, nos histoires communes, notre espace du vivre-ensemble. Pas plus que je ne tolère les autres fachos.

Ceux qui, à quelques mètres de là,

bouffaient de l'«immigré», de l'«arabe», du «musulman», du «noir» ou du «pédé»... Il m'en manque sûrement, désolé, j'ai pas encore l'habitude... Pas plus que je ne vais supporter d'écouter longtemps, encore, les gros malins qui nous jouent le grand numéro de la «légalité», bafouée par «une droite qui s'extrême» ou un «socialisme qui se renie». Et qui, du coup, justifient l'injustifiable et toutes les «provocations»; la provocation, ce mal de l'époque, la liberté d'expression, ce prétexte si commode pour blesser. Ce sont des complices d'un assassinat qui défilent, Place Jeanne D'Arc c'est ça? Dans ce cas, je m'incline et je rentre chez moi. Mais, au fait, c'est où maintenant, chez moi? Chez nous? Où devons-nous aller, nous claquemurer,

pour que nos mêmes n'entendent pas et ne voient pas ces attardés? Faut-il jeter sa télévision, fermer la radio, verrouiller Internet, brûler les journaux? Et puis, aussi, pourquoi pas, les sortir de l'école, les mêmes, un de ces jours? Baisser les yeux et puis la tête.

J'exagère? C'est moi qui exagère? Bah non, je ne crois pas. Il faut atterrir. Et arrêter de se mentir. Tous ceux, autant qu'ils sont, qui ont accepté de défiler dans nos rues derrière ces slogans racistes qui se veulent «dédiabolisés», le sang sur leurs mains, même à distance de ces assassins, sont responsables et comptables de ce que nous avons vu et entendu le 1er Mai 1995.

Par Mohamed Bentahar
Suite page 3

**1er Mai, 1995,
Brahim Bouarram, 29 ans,
fut jeté à la Seine**

Par des mains assassines!



**Les auteurs, sortaient tout droit,
du défilé du FNaino,
N'oubliez JAMAIS.**

Il y a 19 ans, Brahim Bouaram fut assassiné par des racistes proches du FN

Suite de la première page

Tous ces gens qui sont le magma d'une colère juste et qu'ils salissent par l'assassinat d'un être humain, juste parce qu'il est différent, participent du climat infect de notre pays. Parce que c'est notre pays. Pas seulement le leur. Raciste, antisémite, homophobe... la France n'est pas à toi. Maintenant, il faut que chacun prenne ses responsabilités et que l'on arrête de tout confondre. Qu'au prétexte de la provocation et de la légalité de la bête immonde, on finisse par accepter de laisser filer des actes assassins. Non on ne peut pas tout laisser faire. La colère, la nôtre, quelle que soit notre couleur, quelle que soit notre ethnie d'origine, a bon dos. Il est temps de répondre. Et à haute et intelligible voix. Merci à Guy Birenbaum qui m'a inspiré dans l'écriture de ce papier! (*) Brahim Bouaram, un Marocain né en 1965, est poussé le 1er Mai 1995 dans la Seine à proximité du pont du Carrousel à Paris, par des mili-

tants provenant des rangs de la manifestation annuelle du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc. Le fleuve est en crue et le courant assez fort ; ne sachant pas nager, il se noie.

Il avait 29 ans et était père de deux enfants. Le président de la République François Mitterrand vint alors se recueillir sur les berges de la Seine, à la verticale du pont du Carrousel, à l'endroit précis où Brahim Bouaram a été jeté dans le fleuve, le 3 mai au cours d'une manifestation regroupant 12.000 personnes entre les deux tours de l'élection présidentielle. L'accusé principal, âgé de 19 ans au moment des faits, est condamné le 15 mai 1998 par la Cour d'assises de Paris à huit ans de prison ferme. En 2003, le maire de Paris Bertrand Delanoë, au nom des citoyens parisiens, a honoré sa mémoire et celle de toutes les victimes du racisme par la pose d'une plaque commémorative sur le quai rive droite, en amont du pont.

Par Mohamed Bentahar